

Conto corrente con la posta

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA

REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Lunedì, 29 marzo 1948

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI
MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

LEGGE 16 dicembre 1947, n. 1763.

**Approvazione degli Accordi
commerciali e di pagamento
conclusi in Roma, tra l'Italia
ed il Belgio, il 18 aprile 1946.**

LEGGI E DECRETI

LEGGE 16 dicembre 1947, n. 1763.

Approvazione degli Accordi commerciali e di pagamento conclusi in Roma, tra l'Italia ed il Belgio, il 18 aprile 1946.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Ha sanzionato e promulga la seguente legge approvata dall'Assemblea Costituente:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data agli Accordi commerciali e di pagamento conclusi in Roma fra l'Italia ed il Belgio, il 18 aprile 1946.

Art. 2.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 1° maggio 1946.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 16 dicembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — TOGNI
— DEL VECCHIO — MERZAGORA

Visto, il Guardasigilli: GRASSI

Accord commercial entre le Royaume d'Italie et l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise

En vue d'assurer la reprise des échanges commerciaux entre les deux Pays, le Gouvernement Italien et le Gouvernement Belge, ce dernier agissant tant en son nom qu'au nom du Gouvernement Luxembourgeois, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1.

L'Italie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise (ci-après dénommée « l'Union ») s'accorderont un traitement aussi libéral que possible dans l'octroi réciproque des autorisations d'exportation et d'importation, de manière à retrouver aussitôt que possible le rythme normal de leurs échanges traditionnels.

Art. 2.

Le Gouvernement italien autorisera l'exportation dans l'Union des marchandises, originaires et en provenance d'Italie, reprises à la liste A ci-annexée, à concurrence des quantités ou des valeurs qui y sont mentionnées pour chaque produit; de son côté, le Gouvernement belge autorisera l'importation dans l'Union desdites marchandises, à concurrence des quantités ou des valeurs fixées dans la même annexe.

Les factures seront libellées en francs belges.

Art. 3.

Le Gouvernement belge autorisera l'exportation en Italie des marchandises d'origine et en provenance de l'Union, reprises à la liste B ci-annexée, à concurrence des quantités ou des valeurs qui y sont mentionnées pour chaque produit; de son côté, le Gouvernement italien autorisera l'importation en Italie desdites marchandises, à concurrence des quantités ou des valeurs fixées dans la même annexe.

Les factures seront libellées en francs belges.

Art. 4.

a) Les contingents repris aux listes A et C ci-annexées sont valables pour la période d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent accord;

b) les contingents seront répartis par trimestres, à l'exception des marchandises ayant un caractère saisonnier;

c) il est entendu toutefois que les contingents annuels pourront, d'un commun accord, être exceptionnellement octroyés avec une répartition différente de celle prévue à l'alinéa précédent;

d) les contingents qui n'auraient pas été épuisés dans un trimestre, seront reportés sur les trimestres suivants;

e) en ce qui concerne l'importation dans l'Union des produits agricoles italiens présentant un caractère saisonnier les licences seront délivrées de la part des autorités compétentes belges au moins un mois avant l'époque de l'importation;

f) les services compétents italiens et belgo-luxembourgeois se communiqueront périodiquement les listes des licences accordées tant à l'importation qu'à l'exportation, pour autant que de telles licences soient nécessaires à l'importation ou à l'exportation.

Art. 5.

Les deux Gouvernements détermineront d'un commun accord, au fur et à mesure des nécessités, les produits qui doivent rentrer dans les contingents prévus à la position « autres marchandises » des listes A et B.

Art. 6.

Les deux Gouvernements, en vue de développer dans toute la mesure du possible, les échanges commerciaux entre leurs Pays, examineront d'un commun accord la

possibilité d'augmenter les contingents prévus dans les listes A et B, ainsi que d'y ajouter d'autres contingents pour d'autres marchandises.

Art. 7.

La livraison des marchandises dont la distribution est contrôlée par les « Combined Boards » à Washington ou par d'autres organisations qui pourraient leurs être substituées, sera soumise aux dispositions prises par les dites organisations.

Art. 8.

Les opérations d'échange compensé entre l'Italie et l'Union économique belgo-luxembourgeoise ne seront désormais plus admises. Des dérogations à cette clause d'ordre général ne pourront être autorisées qu'à titre exceptionnel et après accord préalable entre l'Italie et l'Union.

Art. 9.

Une Commission Mixte assurera l'application pratique de l'accord. Elle se réunira à la demande soit du Président de la Délégation italienne, soit du Président de la Délégation belgo-luxembourgeoise.

Elle aura pour mission notamment de procéder périodiquement à la revision des contingents fixés dans les listes A et B.

Les Attachés commerciaux des Pays respectifs, agissant en qualité de délégués de la Commission Mixte, assureront dans l'intervalle de session de celle-ci, la surveillance de l'exécution de l'accord.

Art. 10.

Le présent accord sera valable pour une période d'un an. Toutefois à partir du septième mois il pourra être dénoncé avec un préavis de trois mois.

S'il n'est pas dénoncé, il sera renouvelé par voie de tacite reconduction, pour une autre période d'un an et ainsi de suite d'année en année.

Le présent accord sera ratifié aussitôt que possible; toutefois les deux Gouvernements pourront le mettre en application à titre provisoire par simple échange de notes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 18 avril 1946.

Pour l'Italie
DE GASPERI

Pour la Belgique
G. d'ASPREMONT

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SPORZA

LISTE A

EXPORTATIONS ITALIENNES VERS L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Numéro du tarif belge	MARCHANDISES	Quantité ou valeur
37	Eponges Q.	50
53-e)	Farine de riz	100
64-d)	Feuilles de laurier	200
71-c)	Choux-fleurs	2.000 (1)
71-i), 2	Légumes frais non dénommés	3.000 (1)
71-i)	Tomates fraîches	1.000 (1)
74-b), 2	Amandes sans coque	3.000
78	Oranges, mandarines et citrons	40.000
83	Marrons et châtaignes	1.000
85-	Noisettes	1.000
92	Pistaches sans coque	10
98, 3	Raisins frais non écrasés	1.000
99-a)	Autres fruits frais	5.000
101-b)	Baies de genévrier	1.000
105-f)	Graines de moutarde	500
ex 106	Graines potagères, notamment cornichons, petits oignons blancs, poireaux, choux-fleurs, salades, capucines, laitues, endives, salade-chicorée, fenouil, tomates, concombres et autres	1.000
ex 106	Graines fourragères, notamment luzerne, trèfles, betteraves, lothier corniculé et autres	5.000
109	Chanvre brut à fibre longue	3.000
126	Fleurs coupées Frs.B.	5.000.000
135, 698	Liège brut et ouvrages en liège Q.	10.000
140	Plantes médicinales Frs.B.	3.500.000
ex 140	Racines de réglisse Q.	2.000
ex 140	Racines de guimauve classées, coupées et nettoyées	70
ex 141	Sumac	6.000
146	Terres à couleur	30.000
ex 150	Pierre-ponce	15.000
151	Graphite moulu amorphe	4.000
ex 153	Barytine (sulfate de baryte naturel)	50.000
154	Fluorine (spathfluor)	20.000
164, ex 452	Talc industriel et pharmaceutique	15.000
170	Soufre	18.000 (2)
ex 170	Soufre ventilé	600 (3)
175, 176	Marbre en blocs et ouvrages en marbre et en albâtre Frs.B.	15.000.000
795		

(1) Livraison à faire suivant disponibilité et possibilité de transport, étant entendu que les quantités indiquées pourront être augmentées à la demande du Gouvernement belge.

(2) Dont 8.000 quintaux pour le Congo.

(3) Pour le Luxembourg.

Suite: LISTE A

Numéro du tarif belge	MARCHANDISES	Quantité ou valeur
ex 176	Poudre de marbre Q.	300
ex 176	Grenaille de marbre .	75.000
ex 181	Bentonite .	60.000
182, 1	Minéral de zinc .	100.000
225	Pulpes de fruits et d'agrumes sans sucre .	10.000
229	Jus d'agrumes .	2.000
233, 234	Conserves de tomates .	5.000
252	Jus de réglisse .	2.000
264	Vins médicinaux Hl.	2.000
ex 264	Vermouth .	3.000
265	Vins .	30.400 (1)
285	Mercurie vierge en potiches Q.	400
307-b)	Acide borique .	500
307-n)	Acide tartrique .	500
321	Sulfate d'alumine .	100
339	Tartre brut .	250
340	Crème de tartre .	250
ex 384	Sels thérapeutiques Frs.B.	200.000
ex 384	Sels de mercure .	3.000.000
396	Colorants organiques synthétiques Q.	3.500
ex 396	Matières intermédiaires pour colorants Frs.B.	5.000.000
400-b)	Extraits tannant sec de châtaignier Q.	2.000
448	Huiles essentielles naturelles d'agrumes .	50
489-e)	Peaux de lapin en poil .	500
494	Soie grège .	500
494-a), 632	Divers produits de l'industrie textile, notamment produits manufacturés de laine, de soie et de rayonne Frs.B.	15.000.000
498	Fils de soie naturelle à coudre .	20.000.000
499, 511	Tissus de soie .	50.000.000
499-bis	Tissus de rayonne, doublures et autres Q.	500
499, 499-bis	Rubans, passementerie en soie, bourre de soie et rayonne Frs.B.	3.000.000
505, 505-bis	Rubans pour garniture de chapeaux pour hommes, en soie naturelle et coton, ou en soie naturelle et en produits remplaçant le coton mètres	200.000
516, 528	Tissus de laine Frs.B.	5.000.000
549	Mèches et coton pour bougies Q.	10
559, 601	Fils et ficelles de chanvre .	2.500
606, 610	Bonneterie, notamment produits en laine d'Angora Frs.B.	10.000.000
614	Cloches de chapeaux en feutre .	100

(1) Dont 400 Hl. pour le Congo.

Suite: LISTE A

Numéro du tarif belge	MARCHANDISES	Quantité ou valeur
615	Chapeaux en feutre pour hommes pièces	100.000
616	Chapeaux en feutre pour femmes .	50.000
616-b)	Chapeaux en paille pour femmes .	100.000
638-b)	Ebauchons en racine de bruyère Q.	2.000
ex 727	Papier pelure pour impression sans bois .	200
734	Papier à cigarettes en rouleaux et en cahiers .	1.500
743	Livres, périodiques et autres publications Frs.B.	5.000.000
810	Matériaux creux en terre cuite pour toitures industrielles et autres .	15.000.000
848	Tubes en verre .	30
852	Perles de traite .	50 (1)
936	Cuivre battu en feuilles .	10
1019-b), 1	Allume-cigarettes . pièces	10.000
<i>Produits de l'industrie mécanique et électrique:</i>		
	— Machines-outils, machines et tracteurs agricoles Frs.B.	50.000.000
	— Ascenseur, monte-charges, etc .	10.000.000
	— Turbines à vapeurs .	10.000.000
	— Matériel électrique et moteurs spéciaux électriques .	14.000.000
	— Machines pour aiguiser les cardes .	200.000
	— Appareils et installations radiophoniques et radio-électriques, condensateurs électriques .	18.000.000
	— Instruments d'optique, de mesure et de photographie .	15.000.000
1025-a)	Moteurs marins (Diesel) .	réserve
1055	Machines à coudre pièces	8.000
ex 1056	Machines à écrire .	8.000
ex 1056	Machines à calculer .	3.000
ex 1056, ex 1074	Pièces et accessoires pour machines à écrire, machines à calculer et machines à coudre Frs.B.	5.000.000
1071	Roulements à billes .	5.000.000
1100	Véhicules automobiles sans pneus pièces	1.000
1100-quater	Parties et pièces détachées pour automobiles .	200

(1) Pour le Congo.

Suite : LISTE A

Numéro du tarif belge	MARCHANDISES	Quantité ou valeur
1130	Instruments de musique: accordéons et harmonicas	pièces 300
1173-c)	Celluloïd en blocs, plaques, tubes et bâtons	Q. 500
1173-f)	Ouvrages en celluloïd non dénommés	» 30
1177	Tresses de paille (pour le Luxembourg)	pièces 2.000
1182	Nattes en paille pour semelles intérieures	Q. 50
1191	Boutons de corozo et autres	Frs.B. 20.000.000
	Produits de l'artisanat tels que maroquinerie, céramiques, imagerie, verres de Venise	» 12.000.000
	Garnitures de sacs pour dialyseurs et sacs pour dialyseurs	pièces 550
	Autres marchandises	Frs.B. 50.000.000

LISTE B

EXPORTATIONS DE L'UNION ECONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE VERS L'ITALIE

Numéro du tarif italien	MARCHANDISES	Quantité ou valeur
ex 1	Chevaux d'élevage . . têtes	50
ex 1	Chevaux de trait . . »	500
74	Légumes secs (petits pois, haricots)	Frs.B. 2.000.000
135	Huile de palme	Q. 2.500
142	Lin teillé	» 5.000
ex 152	Fils de lin simples d'un titre de 40 ou plus	» 1.500
181	Coton brut	» 40.000
211	Laine	» 50.000 (1)
212	Déchets et blouses de laine	» 10.000 (1)
214	Poils de lièvre et de lapin pour chapeaux	» 1.800
278	Mitraille de fer et acier	» 100.000
280	Fonte hématite ed phosphoreuse	» 20.000
292	Fils d'acier et de fer, spéciaux pour cardes	» 1.000
349	Cuivre en lingots	» 200.000
373	Régule d'antimoine	» 250
383-a)	Étain en saumon	» 15.000
383-a)	Soudure d'étain	» 50
388	Autres métaux non ferreux et leurs alliages	Frs.B. 5.000.000

Suite : LISTE B

Numero du tarif italien	MARCHANDISES	Quantité ou valeur
388-b), c)	Barrettes et gros fils de tungstène	Q. 1
388-b), c)	Barrettes et filaments de molybdène	» 1
	Produits de l'industrie mécanique et électrique:	
	— Machines outils pour le travail des métaux et du bois	Frs.B. 30.000.000
	— Machines pour la filature	» 4.000.000
	— Machines spéciales et accessoires pour la fabrication de cardes et d'effilocheuses	» 5.000.000
	— Articles en tôle, quincaillerie de bâtiment Outillages et ustensiles de ménage	» 10.000.000
	— Fûts métalliques	» 12.000.000
	— Accessoires en fonte malléable	» 1.000.000
	— Installation de douci-polissage pour fabrication de verrerie et glacerie	» 50.000.000
	— Machines pour la fabrication du papier et du carton	» 15.000.000
	— Machines pour les travaux complémentaires du papier et du carton	» 8.000.000
	— Matériel électrique	» 1.000.000
	— Armes de chasse	» 8.000.000
	— Compteurs à gaz et pour électricité	» 3.000.000
	— Appareils téléphoniques (sélecteurs, combinateurs répéteurs, relais spéciaux, accessoires pour disques, capsules microphoniques)	» 2.000.000
543-544-545	Marbre en blocs et ouvrages en marbre	» 10.000
ex 558	Terres chamottées et terres pour fonderie	Q. 5.000
ex 558	Terres calcinées	» 250.000
563	Bitumes solides	P. M.
564	Charbon	» 300.000
ex 565	Sables pour verrerie et métallurgie	» 2.50
567	Produits réfractaires à haute teneur en alumine (40 % et au dessus)	» 10.000
ex 581	Verres à vitres	» 0
ex 581	Verres armés pour toiture	» 0

(1) Sous réserve de la part du Gouvernement belge de préciser l'époque de la livraison selon les disponibilités.

Suite: LISTE B

Numéro du tarif italien	MARCHANDISES	Quantité ou valeur
ex 581	Verres à glaces simplement polis Q.	10.000
591	Gobeletterie en tous genres Frs.B.	1.750.000
642	Résines synthétiques Q.	300
649	Benzol	25.000
649	Toluol	4.000
649	Nylol	(1)
654-655-b) 2, 656	Gomme résine copal et gommés résines naturelles autres	3.000
ex 679-713	Oxydes de potassium, de chrome, de cuivre, d'étain et de nickel	30
679-b)	Oxyde d'antimoine	250
679-e)	Oxyde de cobalt	15
697	Hypophosphite de potassium	50
697	Hypophosphite de sodium	50
ex 713	Hypophosphite de calcium	100
ex 713	Hypophosphite de magnésium	50
718-d)	Stéarine	6.000 (2)
722	Ether pharmaceutique	2.000
724	Chloroforme	500 (2)
726	Acétate de chaux brut (pyrolignite)	3.000
728	Citrate de chaux biologique	(1)
749-a)	Naphtaline brute	25.000
760	Naphténate	50
767; 782	Produits pharmaceutiques:	
	— Dia-digitaline doses	5.000
	— Dia-insuline	5.000
	— Dia-pénicilline	20.000
776	Ecorces de quinquina Q.	1.000 (3)
786-a), b)	Sulfate de quinine et sels purs de quinine	100 (3)
777	Plantes employées en médecine, notamment valériane, camomille	1.250
ex 781	Alcool camphré	100 (2)
781-d)	Ouate thermogène	50
782	Antiprolitine doses	3.000
793	Bleu d'outremer Frs.B.	1.500.000
797	Pigments inorganiques	500.000
802-b)	Noir de fumée (carbon black) Q.	6.000
805	Peaux brutes pour maroquinerie Frs.B.	20.000.000
809	Peaux tannées pour maroquinerie	5.000.000

(1) La livraison sera faite dès que possible.

(2) La livraison sera faite à partir du 2ème semestre.

(3) Le gouvernement belge examinera la possibilité d'augmenter ce contingent

Suite: LISTE B

Numero du tarif belge	MARCHANDISES	Quantité ou valeur
ex 809; 811	Cuir spécial pour cartes Q.	10
834	Pneus	1.500
837-b)	Tissus de feutre pour cartes	400
847; 854;	Papier d'ameublement, papier bibliographique, semelles en papier et articles de papeterie générale Frs.B.	15.000.000
860; 861; 862	Livres, périodiques et autres publications	5.000.000
	Produits photographiques:	
847-d) 1	— Papier photographique sensibilisé et non sensibilisé	Kg. 78.000
84-d) 2		
583	— Plaques photographiques sur verre, sensibilisées	30.000
947-a) 1	— Film miniature sensibilisé et Roll-film sur bobine Film Studio	5.000
ex 947-a) 1	— X ray	8.500
948-a) 1	— Cinéfilm amateur 35 et 16 mm.	1.000
948-a) 1	— Cinéfilm professionnel	10.000
947-a) 1	— Bandes rollfilm sensibilisées	1.500
344-a), b)	— Bobines en fer et bois pour rollfilm	
347-e) 1	— Bobines en fer pour rollfilm	
647-a)	— Papier gommé Durex	
854-b) e)	— Bandes Duplex pour rollfilm	
857	— Etiquettes de fermeture	11.000
	— Bandelettes de fermeture	
857	— Papier d'emballage	
	— Etiquettes de groupage	
	— Etiquettes grises	
864-b)	— Boîtes pour rollfilm	
370-d), c)	— Papier d'étain	
370-d), c)	— Divers	
ex 591	Disques en verre pour enregistrement direct	5.000
879	Diamants industriels	(1)
932	Plantes d'ornementation et produits de pépinières, notamment rosiers Frs.B.	5.000.000
	Autres marchandises	50.000.000

(1) La livraison sera faite dès que possible.

PROCOLE ANNEXE

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Belge, ce dernier agissant tant en son nom qu'au nom du Gouvernement Luxembourgeois en vertu d'accords existants, sont convenus d'appliquer aux échanges commerciaux entre les deux Pays le régime douanier suivant:

L'Italie et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise s'accorderont réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la Nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties Contractantes dans la matière susdite aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre Pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre Pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Partie Contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Sont exceptées toutefois des engagements formulés ci-dessus, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontalier, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou à conclure par l'une des Parties Contractantes.

Le présent Protocole sortira ses effets en même temps que l'Accord commercial signé à la date de ce jour; il restera applicable jusqu'à l'entrée en vigueur entre l'Italie et l'Union Economique belgo-luxembourgeoise d'un traité de commerce et de navigation définitif.

Il est entendu, toutefois, que chacune des deux Parties aura la faculté de dénoncer le présent Protocole qui demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour de sa dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 18 avril 1946.

Pour l'Italie
DE GASPERI

Pour la Belgique
G. d'ASPREMONT

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SPORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Au cours des entretiens qui se sont déroulés tant à Bruxelles qu'à Rome entre une Délégation italienne et une Délégation belgo-luxembourgeoise, il a été entendu que le Gouvernement Italien et le Gouvernement Belge, tout en se réservant de remettre en vigueur dès que possible les dispositions relatives à la navigation, contenues dans le Traité de Commerce et de Navigation du 11 décembre 1882, avec les modifications qui pourraient éventuellement être établies d'un commun accord, déclarent que les navires marchands des deux Pays ne seront soumis, dans les ports respectifs, à

aucune mesure discriminatoire ni vis-à-vis des navires de tiers Pays, ni vis-à-vis de leurs propres navires nationaux.

Il est toutefois entendu que le cabotage reste réservé aux navires nationaux.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

DE GASPERI

Monsieur le Comte GEOFFROY d'ASPREMONT LYNDEN
Chargé d'Affaires de Belgique - ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SPORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour, Vous avez bien voulu me faire connaître ce que suit:

« Au cours des entretiens qui se sont déroulés tant à Bruxelles qu'à Rome entre une Délégation italienne et une Délégation belgo-luxembourgeoise, il a été entendu que le Gouvernement Italien et le Gouvernement Belge, tout en se réservant de remettre en vigueur dès que possible les dispositions relatives à la navigation, contenues dans le Traité de Commerce et de Navigation du 11 décembre 1882, avec les modifications qui pourraient éventuellement être établies d'un commun accord, déclarent que les navires marchands des deux Pays ne seront soumis, dans les ports respectifs, à aucune mesure discriminatoire ni vis-à-vis des navires de tiers Pays, ni vis-à-vis de leurs propres navires nationaux.

Il est toutefois entendu que le cabotage reste réservé aux navires nationaux ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que je suis d'accord sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

G. d'ASPREMONT

Son Excellence

Monsieur ALCIDE DE GASPERI

Ministre des Affaires Etrangères - ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SPORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Au cours des entretiens qui se sont déroulés tant à Bruxelles qu'à Rome entre une Délégation italienne et une Délégation belgo-luxembourgeoise, il a été entendu que:

1) des licences spéciales d'importation seront accordées à la Manifattura « Daverio » à Varese pour l'importation de:

a) 500 quintaux de fils d'acier et fils de fer spéciaux pour cardes, à imputer sur un contingent global de 1000 quintaux;

b) 200 quintaux de tissus de feutre pour cardes, à imputer sur un contingent global de 400 quintaux;
c) 10 quintaux de cuirs spéciaux pour cardes.

Enfin, des licences spéciales seront également délivrées à la firme indiquée ci-dessus pour l'importation de Belgique de 15 tonnes de machines spéciales et accessoires pour la fabrication de cardes, douves de cardes et d'effilocheuses;

2) une licence spéciale d'importation sera accordée à l'Industria Marocchini, 12 via Trivulzio à Milan, pour l'importation de peaux brutes (n. 805 du tarif douanier italien), pour un montant de 20 millions de francs belges, expédiées par les « Tanneries et Maroquinerie belges », à Saventhem;

3) une licence spéciale d'importation pour un montant de 5 millions de francs belges de peaux tannées (article 809 du tarif douanier italien) sera accordée à la Marocchineria Monzese, à Monza, pour les expéditions qu'elle recevra desdites Tanneries et Maroquinerie belges.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour Vous renouveler les assurances de ma haute considération.

DE GASPERI

Monsieur le Comte GEOFFROY d'ASPREMONT LYNDEN
Chargé d'Affaires de Belgique - ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Ministre,

Au cours des entretiens qui se sont déroulés tant à Bruxelles qu'à Rome entre une Délégation italienne et une Délégation belgo-luxembourgeoise, il a été entendu que:

1) des licences spéciales d'importation seront accordées à la Manifattura « Daverio » à Varese pour l'importation de:

a) 500 quintaux de fils d'acier et fils de fer spéciaux pour cardes, à imputer sur un contingent global de 1000 quintaux;

b) 200 quintaux de tissus de feutre pour cardes, à imputer sur un contingent global de 400 quintaux;

c) 10 quintaux de cuirs spéciaux pour cardes.

Enfin, des licences spéciales seront également délivrées à la firme indiquée ci-dessus pour l'importation de Belgique de 15 tonnes de machines spéciales et accessoires pour la fabrication de cardes, douves de cardes et d'effilocheuses;

2) une licence spéciale d'importation sera accordée à l'Industria Marocchini, 12 via Trivulzio à Milan, pour l'importation de peaux brutes (n. 805 du tarif douanier italien), pour un montant de 20 millions de francs belges, expédiées par les « Tanneries et Maroquinerie belges », à Saventhem;

3) une licence spéciale d'importation pour un montant de 5 millions de francs belges de peaux tannées (article 809 du tarif douanier italien) sera accordée à la Marocchineria Monzese, à Monza, pour les expéditions qu'elle recevra desdites Tanneries et Maroquinerie belges.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour Vous renouveler les assurances de me très haute considération.

G. d'ASPREMONT

Son Excellence

Monsieur ALCIDE DE GASPERI
Ministre des Affaires Etrangères ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Ministre,

L'article 7 de l'accord commercial italo-belge signé en date de ce jour prévoit ce qui suit: « La livraison des marchandises dont la distribution est contrôlée par les « Combined Boards » à Washington ou par d'autres organisations qui pourraient leur être substituées, sera soumise aux dispositions prises par les dites organisations ».

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement belge se réserve d'interpréter l'article en question comme n'obligeant la Belgique qu'au seul cas où elle aurait reconnu officiellement l'existence des organisations dont il est question dans cet article.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour Vous renouveler les assurances de ma très haute considération.

G. d'ASPREMONT

Son Excellence

Monsieur ALCIDE DE GASPERI
Ministre des Affaires Etrangères ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« L'article 7 de l'Accord Commercial italo-belge signé en date de ce jour prévoit ce qui suit: « La livraison des marchandises dont la distribution est contrôlée par les « Combined Boards » à Washington ou par d'autres organisations qui pourraient leur être substituées, sera soumise aux dispositions prises par les dites organisations ».

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement belge se réserve d'interpréter l'article en question comme n'obligeant la Belgique qu'au seul cas où elle aurait reconnu officiellement l'existence des organisations dont il est question dans cet article ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement italien est d'accord sur ce qui précède.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour Vous renouveler les assurances de ma haute considération.

DE GASPERI

Monsieur le Comte GEOFFROY d'ASPREMONT LYNDEN
Chargé d'Affaires de Belgique ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Accord de paiement entre le Royaume d'Italie et l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise

Dans le but de régler le trafic des paiements courants entre l'Italie et la zone monétaire belge, le Gouvernement Italien, et le Gouvernement Belge, ce dernier agissant tant en son nom qu'au nom du Gouvernement Luxembourgeois sont convenus de ce qui suit :

Art. 1.

Pour l'application du présent Accord on entend par zone monétaire belge la Belgique, le Grand Duché de Luxembourg, le Congo Belge et les territoires sous mandat du Ruanda-Urundi.

Art. 2.

La Banque Nationale de Belgique, agissant pour compte du Gouvernement Belge, ouvrira au nom de le « Ufficio Italiano dei Cambi », agissant pour compte du Gouvernement Italien, un compte tenu en francs belges, au crédit duquel seront portées toutes sommes destinées à régler les paiements courants, que des personnes morales ou physiques résidant dans la zone monétaire belge auront à effectuer au profit de personnes morales ou physiques résidant en Italie.

Art. 3.

Le « Ufficio Italiano dei Cambi » effectuera, par le débit de ce compte, tous paiements courants, que des personnes morales ou physiques résidant en Italie, auront à exécuter à des personnes morales ou physiques résidant dans la zone monétaire belge.

Sans préjudice de ce qui est dit aux art. 5 et 9 ci-dessous, le « Ufficio Italiano dei Cambi » ne pourra demander le transfert en dehors de la zone monétaire belge des avoirs qu'il se constituera à la Banque Nationale de Belgique conformément aux dispositions de l'art. 2 du présent Accord, ni obtenir la conversion de ces avoirs en or ou en devises étrangères.

Art. 4.

Sur une base de réciprocité, les autorités compétentes des deux Pays donneront, dans les limites de leur réglementation respective en matière de change, les autorisations voulues pour que puissent être effectués les paiements courants visés aux art. 2 et 3 ci-dessus.

Art. 5.

Si le solde débiteur ou créiteur du compte prévu aux art. 2 et 3 vient à dépasser le chiffre de 100 millions de francs belges, l'Institution créditrice pourra demander le remboursement de l'excédent en or ou en devises agréées par elle.

Art. 6.

L'Institution débitrice par solde pourra en tout temps racheter tout ou partie du solde par un paiement en or ou en devises acceptées par l'autre Institution.

Art. 7.

Lorsque le solde débiteur dépassera 30 millions de francs belges, le surplus portera intérêt au profit de l'Etat Belge, à charge de le « Ufficio Italiano dei Cambi », au taux des Bons du Trésor belge à 4 mois.

Art. 8.

Lorsque le solde créiteur dépassera 30 millions de francs belges, le surplus portera intérêt au profit de le « Ufficio Italiano dei Cambi » à charge de l'Etat Belge, au taux des bons du Trésor belge à 4 mois.

Art. 9.

A l'expiration du présent Accord, le solde subsistant après liquidation des opérations en suspens, sera remboursé en cinq annuités égales, dans la monnaie du Pays créancier, dans le cadre de la réglementation des changes en vigueur dans ce Pays, ou, à défaut de celle-ci, soit en or, soit en devises agréées par le Pays créancier.

Le montant du solde portera intérêts à 3 % l'an.

Art. 10.

Les cessions de devises prévues aux art. 5, 6 et 9 s'effectueront sur la base du cours moyen de ces devises pratiqué par l'Institution cessionnaire.

Les cessions d'or prévues aux mêmes articles se feront au prix convenu entre les deux Institutions.

Art. 11.

Si les Parties Contractantes adhèrent à une convention monétaire plurilatérale avant l'expiration du présent Accord, elles reverront les termes de ce dernier, en vue d'y apporter toutes les modifications qui seraient jugées nécessaires.

Art. 12.

Le présent Accord est valable pour une durée indéterminée. Il entre en vigueur le jour de sa signature. Il pourra être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 18 avril 1946.

Pour l'Italie
DE GASPERI

Pour la Belgique
G. d'ASPREMONT

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Me référant à l'Accord de Paiement signé ce jour par le Gouvernement Italien et le Gouvernement Belge, j'ai l'honneur de Vous proposer de considérer comme paiements courants ceux afférents aux :

1. Fourniture de marchandises à l'exclusion des marchandises en transit.

2. Services commerciaux et autres :

frais de transport relatifs à tout genre de trafic maritime, fluvial, terrestre ou aérien ;

autres frais connexes au mouvement des marchandises ;

frais d'entreposage, de dédouanement, etc. ;

assurances-marchandises (primes et indemnités) ; commissions, courtages, frais de représentation, etc. ;

frais de transformation, d'usinage, de réparation, etc. ;

salaires, honoraires, etc.;
frais et bénéfices résultant du commerce de transit;

frets relatifs à des transports sur navires belges ou navires italiens.

3. Opérations assimilées aux transactions commerciales:

assurances diverses et réassurances (primes, pensions, rentes, indemnités);

frais d'entretien et de subsistance;

frais de voyage, d'écologie, d'hospitalisation;

dépenses et recettes de services publics (impôts, amendes, etc.);

entretien des postes diplomatiques et consulaires, etc.;

règlements périodiques des administrations des postes, télégraphes, téléphones et des entreprises publiques de transport;

redevances, cotisations, abonnements et autres frais semblables;

droits et redevances de brevets, licences, marques de fabrique, droits d'auteur, droits d'exploitation de films, etc.;

bénéfices d'exploitation;

participations de succursales aux frais de gestion du siège central.

De plus, sera considéré comme paiement courant tout autre paiement que les deux Gouvernements, ou les autorités compétentes désignées par eux à cette fin, conviendraient d'inclure dans la liste ci-dessus.

Je Vous serais gré de bien vouloir me marquer Votre accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

De GASPERI

Monsieur le Comte GEOFROY d'ASPREMONT LYNDEN

Charge d'Affaires de Belgique ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit:

« Me référant à l'Accord de Paiement signé ce jour par le Gouvernement Italien et le Gouvernement Belge, j'ai l'honneur de Vous proposer de considérer comme paiements courants ceux afférents aux:

1. Fourniture de marchandises à l'exclusion des marchandises en transit.

2. Services commerciaux et autres:

frais de transport relatifs à tout genre de trafic maritime, fluvial, terrestre ou aérien;

autres frais connexes au mouvement des marchandises;

frais d'entreposage, de dédouanement, etc.;

assurances-marchandises (primes et indemnités); commissions, courtages, frais de représentation, etc.;

frais de transformation, d'usinage, de réparation, etc.;

salaires, honoraires, etc.;

frais et bénéfices résultant du commerce de transit;

frets relatifs à des transports sur navires belges ou navires italiens.

3. Opérations assimilées aux transactions commerciales:

assurances diverses et réassurances (primes, pensions, rentes, indemnités);

frais d'entretien et de subsistance;

frais de voyage, d'écologie, d'hospitalisation;

dépenses et recettes de services publics (impôts, amendes, etc.);

entretien des postes diplomatiques et consulaires, etc.;

règlements périodiques des administrations des postes, télégraphes, téléphones et des entreprises publiques de transport;

redevances, cotisations, abonnements et autres frais semblables;

droits et redevances de brevets, licences, marques de fabrique, droits d'auteur, droits d'exploitation de films, etc.;

bénéfices d'exploitation;

participations de succursales aux frais de gestion du siège central.

De plus, sera considéré comme paiement courant tout autre paiement que les deux Gouvernements, ou les autorités compétentes désignées par eux à cette fin, conviendraient d'inclure dans la liste ci-dessus.

Je Vous serais gré de bien vouloir me marquer Votre accord sur ce qui précède.

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement Belge est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

G. d'ASPREMONT

Son Excellence

Monsieur ALCIDE DE GASPERI

Ministre des Affaires Etrangères ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'Accord de Paiement signé ce jour entre nos deux Gouvernements et à la lettre-annexe qui définit les paiements courants, j'ai l'honneur de Vous exposer qu'il a été convenu que le « Ufficio Italiano dei Cambi » examinera avec l'esprit de compréhension le plus large les demandes de transfert de revenus mobiliers et immobiliers d'Italie vers la zone monétaire belge, en tenant compte de la situation générale des paiements. Un traitement correspondant sera accordé par l'Institut belgo-luxembourgeois du Change aux demandes de transfert de revenus mobiliers et immobiliers de la zone monétaire belge vers l'Italie.

Cette catégorie d'opérations sera incluse dans la liste des paiements courants aussitôt que les circonstances le permettront.

En outre il entre dans l'intention des deux Gouvernements d'exécuter les transferts relatifs aux amortissements et rachats de valeurs mobilières qui seraient

utiles aux relations entre nos deux Pays. Le « Ufficio Italiano dei Cambi » et l'Institut belgo-luxembourgeois du Change se concerteront, les cas échéant, en vue de l'exécution de ces transferts.

Je Vous serais très obligé de bien vouloir me marquer l'accord du Gouvernement Italien sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

G. d'ASPREMONT

Son Excellence

Monsieur ALCIDE DE GASPERI

Ministre des Affaires Etrangères ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri

SPORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit :

« Me référant à l'Accord de Paiement signé ce jour entre nos deux Gouvernements et à la lettre-annexe qui définit les paiements courants, j'ai l'honneur de Vous exposer qu'il a été convenu que le « Ufficio Italiano dei Cambi » examinera avec l'esprit de compréhension le plus large les demandes de transfert de revenus mobiliers et immobiliers d'Italie vers la zone monétaire belge, en tenant compte de la situation générale des paiements. Un traitement correspondant sera accordé par l'Institut belgo-luxembourgeois du Change aux demandes de transfert de revenus mobiliers et immobiliers de la zone monétaire belge vers l'Italie.

Cette catégorie d'opérations sera incluse dans la liste des paiements courants aussitôt que les circonstances le permettront.

En outre il entre dans l'intention des deux Gouvernements d'exécuter les transferts relatifs aux amortissements et rachats de valeurs mobilières qui seraient utiles aux relations entre nos deux Pays. Le « Ufficio Italiano dei Cambi » et l'Institut belgo-luxembourgeois du Change se concerteront, les cas échéant, en vue de l'exécution de ces transferts.

Je Vous serais très obligé de bien vouloir me marquer l'accord du Gouvernement Italien sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement Italien est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

DE GASPERI

Monsieur le Comte GEOFFROY d'ASPREMONT LYNDEN

Chargé d'Affaires de Belgique ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri

SPORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord de Paiement signé ce jour, la Délégation belge a fait valoir que pour assurer le dérou-

lement régulier des paiements courants, il est nécessaire que les deux Parties Contractantes s'engagent à payer en or ou en devises la partie du solde débiteur ou créiteur qui excéderait le montant de 100 millions de francs belges fixé comme limite du découvert consenti par chacune des Parties à l'autre.

La Délégation italienne, tout en donnant son adhésion au principe proposé par la Délégation belge, a déclaré que la situation économique et financière actuelle de l'Italie pourra la mettre dans l'impossibilité d'exécuter les obligations qui découleraient de ce principe.

En conséquence il a été convenu que les deux Gouvernements se consulteront au cas où le déséquilibre des paiements menacerait d'atteindre la somme de 100 millions, en vue de rétablir l'équilibre ou de prendre les autres mesures, que comporterait la situation. Cette consultation aurait lieu lorsque le solde débiteur ou créiteur atteindrait 80 millions de francs belges.

Cette disposition cessera d'être appliquée lorsque l'Italie se trouvera en situation d'exécuter les obligations résultant de l'art. 5.

Je Vous serais très obligé de bien vouloir me marquer l'accord du Gouvernement Belge sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

DE GASPERI

Monsieur le Comte GEOFFROY d'ASPREMONT LYNDEN

Chargé d'Affaires de Belgique ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri

SPORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit :

« Au cours des négociations qui ont abouti à la conclusion de l'Accord de Paiement signé ce jour, la Délégation belge a fait valoir que pour assurer le déroulement régulier des paiements courants, il est nécessaire que les deux Parties Contractantes s'engagent à payer en or ou en devises la partie du solde débiteur ou créiteur qui excéderait le montant de 100 millions de francs belges fixé comme limite du découvert consenti par chacune des Parties à l'autre.

La Délégation italienne, tout en donnant son adhésion au principe proposé par la Délégation belge, a déclaré que la situation économique et financière actuelle de l'Italie pourra la mettre dans l'impossibilité d'exécuter les obligations qui découleraient de ce principe.

En conséquence il a été convenu que les deux Gouvernements se consulteront au cas où le déséquilibre des paiements menacerait d'atteindre la somme de 100 millions, en vue de rétablir l'équilibre ou de prendre les autres mesures, que comporterait la situation. Cette consultation aurait lieu lorsque le solde débiteur ou créiteur atteindrait 80 millions de francs belges.

Cette disposition cessera d'être appliquée lorsque l'Italie se trouvera en situation d'exécuter les obligations résultant de l'art. 5.

Je Vous serais très obligé de bien vouloir me marquer l'accord du Gouvernement Belge sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement Belge est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

G. d'ASPREMONT

Son Excellence

Monsieur ALCIDE DE GASPERI

Ministre des Affaires Etrangères ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Me référant à l'Accord de Paiement signé en date de ce jour j'ai l'honneur de Vous communiquer ce qui suit :

1. Le cours officiel de change entre la lire et le franc belge, s'établit à 2,2817 liras pour 1 franc belge.

Dans le cas où l'un des deux Pays viendrait à modifier la valeur de sa monnaie par rapport aux devises étrangères, il en aviserait immédiatement l'autre. La Banque Nationale de Belgique et le « Ufficio Italiano dei Cambi » se mettront d'accord sans délai pour fixer le nouveau cours du change entre la lire et le franc belge qui résulterait de cette modification.

2. A la suite des versements qui seront effectués au compte en francs belges visé à l'art. 2 de l'Accord de Paiement, le « Ufficio Italiano dei Cambi » réglera aux bénéficiaires en Italie la contrevaletur au cours officiel, en majorant ces paiements d'un quota additionnel dans les conditions fixées par le D. L. L. du 4 janvier 1946, n. 2. De même les débiteurs en Italie verseront, outre la contrevaletur en liras au taux officiel de change des montants en francs belges ou en autres devises dont ils seront redevables envers leurs créanciers dans la zone monétaire belge, le montant du quota additionnel prévu par ledit D. L. L. du 4 janvier 1946, n. 2.

3. Le quota additionnel visé par l'alinéa précédent a été fixé, jusqu'à nouvel avis, à 125 % de la contrevaletur en liras, au taux officiel, des devises étrangères que les personnes résidant en Italie achètent ou vendent à le « Ufficio Italiano dei Cambi ». Toute modification dudit quota additionnel sera notifiée sans délai à la Banque Nationale de Belgique.

4. Toute modification du quota additionnel sera appliquée aux opérations effectuées par l'intermédiaire du compte prévu à l'art. 2 de l'Accord de Paiement postérieurement à la date de la modification intervenue.

Je Vous saurais gré de vouloir bien me marquer l'accord du Gouvernement Belge sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

DE GASPERI

Monsieur le Comte GEOFFROY d'ASPREMONT LYNDEN

Chargé d'Affaires de Belgique ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit :

« Me référant à l'Accord de Paiement signé en date de ce jour j'ai l'honneur de Vous communiquer ce qui suit :

1. Le cours officiel de change entre la lire et le franc belge, s'établit à 2,2817 liras pour 1 franc belge.

Dans le cas où l'un des deux Pays viendrait à modifier la valeur de sa monnaie par rapport aux devises étrangères, il en aviserait immédiatement l'autre. La Banque Nationale de Belgique et le « Ufficio Italiano dei Cambi » se mettront d'accord sans délai pour fixer le nouveau cours du change entre la lire et le franc belge qui résulterait de cette modification.

2. A la suite des versements qui seront effectués au compte en francs belges visé à l'art. 2 de l'Accord de Paiement, le « Ufficio Italiano dei Cambi » réglera aux bénéficiaires en Italie la contrevaletur au cours officiel, en majorant ces paiements d'un quota additionnel dans les conditions fixées par le D. L. L. du 4 janvier 1946, n. 2. De même les débiteurs en Italie verseront, outre la contrevaletur en liras au taux officiel de change des montants en francs belges ou en autres devises dont ils seront redevables envers leurs créanciers dans la zone monétaire belge, le montant du quota additionnel prévu par ledit D. L. L. du 4 janvier 1946, n. 2.

3. Le quota additionnel visé par l'alinéa précédent a été fixé, jusqu'à nouvel avis, à 125 % de la contrevaletur en liras, au taux officiel, des devises étrangères que les personnes résidant en Italie achètent ou vendent à le « Ufficio Italiano dei Cambi ». Toute modification dudit quota additionnel sera notifiée sans délai à la Banque Nationale de Belgique.

4. Toute modification du quota additionnel sera appliquée aux opérations effectuées par l'intermédiaire du compte prévu à l'art. 2 de l'Accord de Paiement postérieurement à la date de la modification intervenue.

Je Vous serais gré de vouloir bien me marquer l'accord du Gouvernement Belge sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement Belge est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

G. d'ASPREMONT

Son Excellence

Monsieur ALCIDE DE GASPERI

Ministre des Affaires Etrangères ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Me référant à l'Accord de Paiement signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de Vous exposer qu'il est entendu que dans le cas où, en application des articles 5, 7 et 9, une des deux Institutions devra effectuer des livraisons d'or à l'autre, cet or sera placé sous dossier librement utilisable et exportable vers toute destination.

Je Vous serais gré de vouloir bien me marquer l'accord du Gouvernement Belge sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

DE GASPERI

Monsieur le Comte GEOFFROY d'ASPREMONT LYNDEN
Chargé d'Affaires de Belgique ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit :

« Me référant à l'Accord de Paiement signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de Vous exposer qu'il est entendu que dans le cas où, en application des articles 5, 7 et 9, une des deux Institutions devra effectuer des livraisons d'or à l'autre, cet or sera placé sous dossier librement utilisable et exportable vers toute destination.

Je Vous serais gré de vouloir bien me marquer l'accord du Gouvernement Belge sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement Belge est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

G. d'ASPREMONT

Son Excellence

Monsieur ALCIDE DE GASPERI

Ministre des Affaires Etrangères ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Ministre,

Me référant à l'article 12 de l'Accord de Paiement signé ce jour, j'ai l'honneur de Vous exposer qu'il a été convenu que les deux Parties Contractantes ne feront pas usage de la faculté de dénonciation de l'Accord avant la fin du trentetroisième mois suivant sa mise en vigueur. Cette restriction cesserait toutefois d'être d'application dans le cas où il n'existerait plus l'Accord commercial entre nos deux Gouvernements.

Je Vous serais très obligé de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement Italien sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

G. d'ASPREMONT

Son Excellence

Monsieur ALCIDE DE GASPERI

Ministre des Affaires Etrangères ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit :

« Me référant à l'article 12 de l'Accord de Paiement signé ce jour, j'ai l'honneur de Vous exposer qu'il a été convenu que les deux Parties Contractantes ne feront pas usage de la faculté de dénonciation de l'Accord avant la fin du trentetroisième mois suivant sa mise en vigueur. Cette restriction cesserait toutefois d'être d'application dans le cas où il n'existerait plus l'Accord commercial entre nos deux Gouvernements.

Je Vous serais très obligé de bien vouloir me confirmer l'accord du Gouvernement Italien sur ce qui précède ».

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement Italien est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

DE GASPERI

Monsieur le Comte GEOFFROY d'ASPREMONT LYNDEN
Chargé d'Affaires de Belgique ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur de Vous communiquer ce qui suit :

Les avoirs de personnes résidant dans la zone monétaire belge, se trouvant déposés auprès de banques en Italie en des « conti vecchi » ou en des « dossiers vecchi » pourront être virés, respectivement transférés, sur demande des ayants droit, à des nouveaux comptes dénommés « conti personali zona monetaria belga », respectivement « dossiers personali zona monetaria belga ».

Les demandes introduites pour les virements et transferts susdits devront être accompagnées :

— pour les demandes de transfert à des « dossiers personali » : d'une déclaration d'une banque agréée de la zone monétaire belge affirmant que le titulaire a son domicile ou sa résidence habituelle dans les territoires de la zone même ;

— pour les demandes de transfert à des « dossiers personali » : d'un affidavit d'une banque agréée de la zone monétaire belge, duquel l'on puisse relever que le titulaire a son domicile ou sa résidence habituelle dans les territoires de la zone monétaire belge et que ces titres n'ont pas appartenu, à partir du 1^{er} janvier 1943, à des personnes considérées ennemies de l'Italie selon la loi italienne.

Les revenus ou le produit de la vente des avoirs existant en des « conti et dossiers personali » pourront être crédités en des « conti personali ».

Les disponibilités en « conto personale » pourront être utilisées en Italie — par le titulaire du compte — d'après les prescriptions en vigueur dans ce Pays, aux fins suivantes :

a) acquisition et souscription de titres, fonds publics intérieurs, obligations et actions de sociétés italiennes. Les titres ainsi acquis seront placés sous un « dossier personale zona monetaria belga » sujet pour tout mouvement au contrôle de le « Ufficio Italiano dei Cambi »;

b) participation à des entreprises commerciales et industrielles et financement de telles entreprises, y compris la dotation de réserves et la couverture de pertes;

c) prêts avec ou sans garantie hypothécaire;

d) dépenses pour reconstructions, surélévations, améliorations, installations industrielles, immobilières et commerciales;

e) achat et location en Italie de biens ruraux et d'immeubles, frais de mise en culture de terrains;

f) frais d'entretien de biens immobiliers de toute nature;

g) paiement d'intérêts sur prêts contractés en liras et remboursement du capital à l'échéance;

h) dépôt de cautions auprès d'administrations publiques en garantie de contrats de location de services ou de livraisons de marchandises, etc.;

i) dons, dans des buts sociaux, humanitaires, patriotiques, religieux et scientifiques;

k) achat d'objets d'art, d'ameublements et d'installations destinés à l'usage personnel en Italie;

l) paiement de frais judiciaires, amendes, etc.;

m) paiement d'honoraires en faveur de professionnels;

n) frais d'entretien des bureaux du titulaire du compte en Italie, y compris le paiement d'appointements et de salaires;

o) secours et cadeaux à des membres de la famille du titulaire du compte;

p) frais d'administration et de sauvegarde de capitaux de titulaires de la zone monétaire belge placés en Italie (frais bancaires, frais d'assurance, de gérance, etc.) y compris le paiement d'impôts, taxes et émoluments;

q) primes et frais d'assurance de tous genres qui n'ont pas trait au trafic de marchandises et qui ne donneront pas lieu à des transferts dans la zone monétaire belge;

r) frais de séjour en Italie du titulaire du compte et des membres de sa famille, ainsi que les dirigeants et les fonctionnaires de la direction des entreprises titulaires des comptes.

Les disponibilités en « conto personale » peuvent être virées sans autorisation préalable à un compte intitulé « conto ordinario zona monetaria belga » ouvert auprès de banques italiennes habilitées au commerce des devises au nom du même titulaire, d'une banque ou de toute autre personne physique ou morale ayant son domicile ou sa résidence habituelle dans les territoires de la zone monétaire belge. Le virement d'un « conto ordinario » à un « conto personale » n'est pas admis.

Les disponibilités en « conto ordinario » peuvent être virées sans autorisation préalable à tout autre « conto ordinario » pourvu que le nouveau titulaire ait son domicile ou sa résidence habituelle dans la zone monétaire belge.

Les disponibilités en « conto ordinario » peuvent être utilisées en Italie, d'après les prescriptions en vigueur dans le Pays, uniquement aux fins énumérées sous lettres a), i) ci-dessus.

Les titres acquis au moyen des disponibilités d'un « conto ordinario » seront placés sous un dossier intitulé « dossier ordinario zona monetaria belga » sujet pour tout mouvement au contrôle de le « Ufficio Italiano dei Cambi ».

Les revenus de tout placement acquis au moyen des disponibilités d'un « conto ordinario » peuvent être portés, au choix de l'ayant-droit, au crédit d'un « conto personale » ou d'un « conto ordinario ».

Le produit de la vente ou du remboursement de tout placement acquis au moyen des disponibilités d'un « conto ordinario » sera de nouveau porté au crédit d'un « conto ordinario ».

Les prescriptions relatives à l'utilisation des « conti e dossieri personali e ordinari » seront appliquées par les Autorités italiennes compétentes dans un esprit de large compréhension.

Le « Ufficio Italiano dei Cambi » et l'Istitut Belgo-Luxembourgeois du Change fixeront d'un commun accord les dispositions qui pourraient être nécessaires pour l'application des dispositions précédentes.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma haute considération.

DE GASPERI

Monsieur le Comte GEOFFROY d'ASPREMONT LYNDEN

Chargé d'Affaires de Belgique ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 18 avril 1946

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit :

« J'ai l'honneur de Vous communiquer ce qui suit :

Les avoirs de personnes résidant dans la zone monétaire belge, se trouvant déposés auprès de banques en Italie en des « conti vecchi » ou en des « dossieri vecchi » pourront être virés, respectivement transférés, sur demande des ayants droit, à des nouveaux comptes dénommés « conti personali zona monetaria belga », respectivement « dossieri personali zona monetaria belga ».

Les demandes introduites pour les virements et transferts susdits devront être accompagnées :

— pour les demandes de transfert à des « dossieri personali » : d'une déclaration d'une banque agréée de la zone monétaire belge affirmant que le titulaire a son domicile ou sa résidence habituelle dans les territoires de la zone même;

— pour les demandes de transfert à des « conti personali » : d'un affidavit d'une banque agréée de la zone monétaire belge, duquel l'on puisse relever que le titulaire a son domicile ou sa résidence habituelle dans les territoires de la zone monétaire belge et que ces titres n'ont pas appartenu, à partir du 1^{er} janvier 1943, à des personnes considérées ennemies de l'Italie selon la loi italienne.

Les revenus ou le produit de la vente des avoirs existant en des « conti e dossieri personali » pourront être crédités en des « conti personali ».

Les disponibilités en « conto personale » pourront être utilisées en Italie — par le titulaire du compte — d'après les prescriptions en vigueur dans ce Pays, aux fins suivantes :

a) acquisition et souscription de titres, fonds publics intérieurs, obligations et actions de sociétés italiennes. Les titres ainsi acquis seront placés sous un « dossier personale zona monetaria belga » sujet pour tout mouvement au contrôle de le « Ufficio Italiano dei Cambi » ;

b) participation à des entreprises commerciales et industrielles et financement de telles entreprises, y compris la dotation de réserves et la couverture de pertes ;

c) prêts avec ou sans garantie hypothécaire ;

d) dépenses pour reconstructions, surélévations, améliorations, installations industrielles, immobilières et commerciales ;

e) achat et location en Italie de biens ruraux et d'immeubles, frais de mise en culture de terrains ;

f) frais d'entretien de biens immobiliers de toute nature ;

g) paiement d'intérêts sur prêts contractés en liras et remboursement du capital à l'échéance ;

h) dépôt de cautions auprès d'administrations publiques en garantie de contrats de location de services ou de livraisons de marchandises, etc.

i) dons, dans des buts sociaux, humanitaires, patriotiques, religieux et scientifiques

k) achat d'objets d'art, d'ameublements et d'installations destinés à l'usage personnel en Italie.

l) paiement de frais judiciaires, amendes, etc. ;

m) paiement d'honoraires en faveur de professionnels ;

n) frais d'entretien des bureaux du titulaire du compte en Italie, y compris le paiement d'appointements et de salaires.

o) secours et cadeaux à des membres de la famille du titulaire du compte.

p) frais d'administration et de sauvegarde de capitaux de titulaires de la zone monétaire belge placés en Italie (frais bancaires, frais d'assurance, de gérance, etc.) y compris le paiement d'impôts, taxes et émoluments ;

q) primes et frais d'assurance de tous genres qui n'ont pas trait au trafic de marchandises et qui ne donneront pas lieu à des transferts dans la zone monétaire belge ;

r) frais de séjour en Italie du titulaire du compte et des membres de sa famille, ainsi que les dirigeants et des fonctionnaires de la direction des entreprises titulaires des comptes.

Les disponibilités en « conto personale » peuvent être virées sans autorisation préalable à un compte intitulé « Conto ordinario zona monetaria belga » ouvert auprès de banques italiennes habilitées au commerce des devises au nom du même titulaire, d'une banque ou de toute autre personne physique ou morale ayant son domicile ou sa résidence habituelle dans les territoires de la zone monétaire belge. Le virement d'un « conto ordinario » à un « conto personale » n'est pas admis.

Les disponibilités en « conto ordinario » peuvent être virées sans autorisation préalable à tout autre « conto ordinario » pourvu que le nouveau titulaire ait son domicile ou sa résidence habituelle dans la zone monétaire belge.

Les disponibilités en « conto ordinario » peuvent être utilisées en Italie, d'après les prescriptions en vigueur dans ce Pays, uniquement aux fins énumérées sous lettres a), i) ci-dessus.

Les titres acquis au moyen des disponibilités d'un « conto ordinario » seront placés sous un dossier intitulé « dossier ordinario zona monetaria belga » sujet pour tout mouvement au contrôle de le « Ufficio Italiano dei Cambi ».

Les revenus de tout placement acquis au moyen des disponibilités d'un « conto ordinario » peuvent être portés, au choix de l'ayant-droit, au crédit d'un « conto personale » ou d'un « conto ordinario ».

Le produit de la vente ou du remboursement de tout placement acquis au moyen des disponibilités d'un « conto ordinario » sera de nouveau porté au crédit d'un « conto ordinario ».

Les prescriptions relatives à l'utilisation des « conti e dossieri personali e ordinari » seront appliquées par les Autorités italiennes compétentes dans un esprit de large compréhension.

Le « Ufficio Italiano dei Cambi » et l'Istitut Belgo-Luxembourgeois du Change fixeront d'un commun accord les dispositions qui pourraient être nécessaires pour l'application des dispositions précédentes.

J'ai l'honneur de Vous faire savoir que j'ai pris bonne note de ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

G. d'ASPREMONT

Son Excellence

MONSIEUR ALCIDE DE GASPERI

Ministre des Affaires Etrangères ROME

Visto, d'ordine del Capo provvisorio dello Stato

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

